



## **Journée d'étude sur les politiques locales de l'énergie : La transition énergétique change-t-elle les territoires ?**

Organisée par le Chantier transversal *Environnement, développement durable et écologie politique* d'Arènes et la Chaire *Territoires et mutations de l'action publique* de Sciences Po Rennes.

**IEP de Rennes, 22 novembre 2017**

### **Comité d'organisation :**

Renaud Hourcade, Jean-Pierre Le Bourhis, Romain Pasquier, Anne-Cécile Renouard, Pierre Wokuri, Melike Yalcin, Aurélien Evrard.

### **Appel à communications :**

Les propositions de communication peuvent être adressées au comité d'organisation ([renaud.hourcade@cnr.fr](mailto:renaud.hourcade@cnr.fr) et [pierrewokuri@hotmail.fr](mailto:pierrewokuri@hotmail.fr)) jusqu'au **22 septembre 2017**.

Longtemps repoussés aux marges du gouvernement de l'énergie, les territoires y jouent désormais un rôle croissant. Le paradigme de la transition énergétique semble les y inviter en encourageant un pilotage local de l'offre et de la demande d'énergie, par l'exploitation de ressources renouvelables territorialisées (vent, courants, soleil, déchets, géothermie...) d'une part et par des politiques de sobriété d'autre part (constructions économes, rénovation thermique des bâtiments, réorientation des transports collectifs). En France, plusieurs textes récents s'efforcent d'accompagner ces initiatives : Lois Grenelle, Loi MAPTAM de 2014 sur le rôle des métropoles, loi de 2015 sur la Transition énergétique et la croissance verte, textes ouvrant l'accès à des financements nouveaux pour l'efficacité énergétique... Parallèlement, c'est également à l'échelle locale que se déploient des initiatives citoyennes, parfois associées à des collectivités, visant à prendre en charge la production d'énergie de manière plus autonome.

Ces évolutions, cependant, ne produisent pas leurs effets de manière linéaire et homogène. Certes le paradigme de la transition se présente désormais aux acteurs comme une norme incontournable (à la fois légalement et discursivement). Mais, d'une part, le sens de son appropriation et de sa mise en œuvre est donné par des conditions territoriales spécifiques (Baggioni, 2015) et d'autre part cet impératif ne s'accompagne pas nécessairement des délégations de compétences adéquates et des moyens suffisants (Zélem, 2012 ; Labussière et Nadaï, 2015). Placer des politiques publiques locales sous le signe de la « transition » n'est donc pas forcément synonyme de transformation du territoire, de réorientation des échanges sociaux ou même d'un avènement de la proximité. Elle peut tout aussi bien faire figure de contrainte, à surmonter ou à accommoder, de moyen de conforter des statuts

acquis, des réseaux installés et des pratiques anciennes, en offrant à des acteurs déjà dominants des opportunités de relégitimation.

Ces enjeux invitent à explorer en profondeur les relations qui unissent les territoires aux nouvelles politiques énergétiques : quelles sont les conditions territoriales qui influencent l'appropriation de ces compétences ? Sous l'effet de quels facteurs locaux la transition change-t-elle les territoires ? Et en quoi les territoires eux-mêmes définissent-ils le sens de la « transition » ?

Cette journée d'étude, organisée dans la continuité de travaux collectifs et de thèses réalisées au sein d'Arènes, se propose de faire le point sur ces questions en rassemblant des travaux français et étrangers. A titre indicatif, les thèmes suivants pourront y être abordés :

### **1 - La transition comme construit territorial : ressources, cadrages et contraintes**

Les ressources et les contraintes résultent d'une histoire longue et d'une géographie. Il existe des héritages productifs locaux associés à des filières anciennes, telles que le charbon dans certaines villes (Cacciari et Fournier, 2015) ou le bois dans les Landes (Dehez et Banos 2017). Ces histoires et ces spécialités se traduisent dans des systèmes socio-techniques (Akrich 2004) « déjà là » qui forment des conditions importantes de la territorialisation des politiques énergétiques. Ils peuvent orienter ou contrarier des stratégies de mobilisation de l'énergie dans le cadre d'une différenciation territoriale (Durand, Pecqueur, Sénil, 2015).

Or les travaux historiques sur l'énergie, s'ils ont largement contribué à forger la notion de transition en mettant en lumière des séquences technico-économiques (Perelman *et al.*, 1981 ; Leach 1992 ; Smil 2010), n'ont souvent prêté qu'une attention mineure à ces dynamiques locales. Plus généralement, le caractère « hors-sol » de bien des analyses de la transition et l'absence d'une prise en compte sérieuse de l'espace, de ses ressources et de ses contraintes ont été critiqués, notamment par des géographes (Bridge *et al.* 2013, Coenen 2012). L'empreinte profonde laissée par des réseaux d'échanges établis de longue date, l'entremêlement d'autres objectifs d'intérêt local (comme par exemple le développement territorial, le traitement des précarités sociales) ou par des architectures institutionnelles héritées (Huguenin 2017) constituent des dépendances au sentier dont l'influence reste largement à mesurer. Comment rendre compte de cette diversité de facteurs, de contraintes, de ressources ? Qu'est-ce qui, dans tout cela, oriente les appropriations de la transition ? Quels sont les freins et les adjuvants ? Quelle est finalement la part des impulsions nationales et des traductions locales (et inversement...) dans la mise en œuvre des politiques énergétiques ?

A l'inverse on peut se pencher sur les forces de standardisation à l'œuvre (Seyfang *et al.*, 2014). Certaines expériences territoriales sont citées en modèle, analysées et commentées (par exemple Le Mené en France, l'île de Samsø au Danemark – Yalçın-Riollet *et al.*, 2014 ; Dobigny, 2016). Quelle est réellement l'influence de ces expériences dans les choix opérés par d'autres territoires ? Il existe, par ailleurs, une multitude de réseaux de villes ou de territoires, destinés à porter un programme de transition, à mettre en relation des acteurs, à diffuser des pratiques et de l'expertise (Semal et Szuba, 2010 ; Nadaï *et al.*, 2015). Quelle est la place et l'impact de ces réseaux spécialisés dans les orientations des politiques locales ? En quoi permettent-ils de combler le déficit de connaissance technique souvent pointé dans les collectivités ?

### **2. Politiques énergétiques locales et mise sous tension citoyenne**

La territorialisation des politiques énergétiques est souvent présentée comme une occasion de rapprocher les choix d'action publique des citoyens. Dans un modèle français classiquement centralisé où les grandes décisions structurelles (comme le programme nucléaire) ont été prises par un secteur

techno-administratif restreint, la transition serait le gage d'une moindre verticalité et de davantage de délibération. Les projets citoyens de production d'Enr, inscrits dans un territoire, parfois accompagnés par des collectivités territoriales, incarneraient cette réappropriation démocratique. Cependant, la création de nouvelles opportunités de débat sur les choix de société ne va pas sans révéler des différences de valeurs et de vision quant à l'intérêt local (Lascoumes et Le Bourhis 1998). Qu'est-ce qui fait débat lorsque ce débat existe ? Les instruments de production d'EnR, et plus largement l'équipement technique de la transition (compteurs intelligents par exemple) suscitent un certain nombre de mobilisations adverses qu'il serait trop rapide de réduire à des protestations de voisinage (Nadaï, 2007 ; Béhar, 2012 ; Fortin et Fournis, 2014 ; Oiry, 2015 ; Bafoil, 2016). Elles expriment des craintes pour les paysages, la biodiversité, l'usage concurrentiel des sols, revendiquent une concertation accrue ou critiquent la « surveillance » permanente exercée par les systèmes connectés. Ces mobilisations peuvent donc mettre en confrontation des pôles différenciés de l'écologie politique et alimenter la politisation progressive des questions énergétiques à mesure de leur intégration dans les politiques publiques. Différents scénarios prospectifs de trajectoire énergétique peuvent également entrer en tension, sous l'effet d'incertitudes multiples, mais aussi de visions du monde concurrentes.

Tout porte donc à croire que l'injonction apparemment consensuelle à la « transition » n'a pas pour effet d'écraser les débats et les mobilisations, mais ces dernières – surtout lorsqu'elles sont adverses – ont été quelque peu négligées par la recherche sur les politiques énergétiques. Cette journée sera l'occasion d'étudier de plus près ces effets de mise sous tension citoyenne : le rapprochement des politiques énergétiques se traduit-il par un rapprochement démocratique ? Quelle est la place réelle des initiatives citoyennes ou des instruments participatifs dans les nouvelles politiques de l'énergie ? Ont-elles des effets au-delà de la production d'acceptabilité (voire d'intéressement financier) parfois recherchée par les élus et les promoteurs privés ? Les expertises alternatives peuvent-elles s'exprimer dans les forums de consultation territoriaux ? A quelles conditions ? Quant aux contestations, le recours à une sociologie des mobilisations reste précieux pour en comprendre les dynamiques : quels cadrages, quels réseaux, quelles expertises fondent par exemple les oppositions à l'installation des compteurs Linky, à l'implantation d'éoliennes ou de grands champs de production photo-voltaïque ?

#### **Travaux cités :**

Durand L., Pecqueur B., Senil N., 2015, « La transition énergétique par la territorialisation. L'énergie comme ressource territoriale », dans Scarwell H.-J., Leduc D., Groux A (dir.), *Réussir la transition énergétique*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 29-36.

Bafoil F., 2016 (dir.), *L'énergie éolienne en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po.

Baggioni V., 2015, « La coalition des élites comme témoin des rapports territoriaux à la production d'énergie », in Zélem M.-C., Beslay C. (dir), *Sociologie de l'énergie. Gouvernance et pratiques sociales*, Paris, CNRS Editions.

Béhar L., 2012, L'influence des savoirs sur la construction des politiques énergétiques : le cas des énergies renouvelables en Midi-Pyrénées, thèse de doctorat de sociologie, Université Toulouse 2.

Bridge G., Bouzarovski S., Bradshaw M. and Eyre N., 2013, "Geographies of Energy Transition: Space, Place and the Low-Carbon Economy", *Energy Policy*, 53, 331-340.

Cacciari J, Fournier P., 2015, « La "transition énergétique" pour une ancienne commune du charbon. Entre impératif et opportunisme politique » dans Zelem M-C. et Beslay C. *Sociologie de l'énergie. Gouvernance et pratiques sociales*, Paris, CNRS éditions, 149-156.

Coenen L., Benneworth P. and Truffer B., 2012, "Toward a Spatial Perspective on Sustainability Transitions", *Research Policy*, 41 (6), 968-979.

Dehez J., Banos V., 2017, « Le développement territorial à l'épreuve de la transition énergétique. Le cas du bois énergie », *Géographie, économie, société*, 19, 1, 109-131.

Dobigny L., 2016, Quand l'énergie change de mains. Socio-anthropologie de l'autonomie énergétique locale au moyen d'énergies renouvelables en Allemagne, Autriche et France, thèse de sociologie, Université Paris 1.

Fortin, M.J. et Fournis, Y., 2014. « Vers une définition ascendante de l'acceptabilité sociale : les dynamiques territoriales face aux projets énergétiques au Québec », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 22., n° 3, 231-239.

Huguenin A., 2017, « Transition énergétique et territoire : une approche par le « milieu valuateur », *Géographie, économie, société*, 19, 1, 33-53.

Labussière O., Nadai A., 2015, *L'énergie des sciences sociales*, Paris, Athéna.

Lascombes P., Le Bourhis J.-P., 1998, « Le bien commun comme construit territorial, identités d'action et procédures », *Politix*, 42, 37-66.

Leach G., 1992, « The energy transition », *Energy Policy*, n° 20, 2, 116-123.

Nadai *et al.*, 2015, « French policy localism: Surfing on 'Positive Energy Territories' (Tepos) », *Energy Policy*, vol. 78.

Nadai A., 2007, « "Planning", "Siting" and the Local Acceptance of Wind Power : Some Lessons from the French Case », *Energy Policy*, 35 (5).

Oiry A., 2015, « Conflits et stratégies d'acceptabilité sociale autour des énergies marines renouvelables sur le littoral français », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 15, 3. <http://vertigo.revues.org/16724>

Perelman L. J., Giebelhaus A., Yokell M. D. (dir.), 1981, *Energy Transitions: Long-Term Perspectives*, Boulder, CO, Westwood Press.

Semal L. et Szuba M., 2010, « Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence », *Mouvements*, n°63

Seyfang, G., Hielscher S., Hargreaves, T., Martiskainen, M. et Smith A., 2014, "A grassroots sustainable energy niche? Reflections on community energy in the UK". *Environmental Innovations and Societal Transitions*, 13, 21-44.

Smil V., 2010, *Energy transitions: history, requirements, prospects*, Santa Barbara, CA, Praeger.

Yalçın-Riollet M. Garabuau-Moussaoui I. et Szuba M., 2014, « Energy autonomy in Le Mené: A French case of grassroots innovation », *Energy Policy*, 69, 347-355

Zélem M.-C., 2012, « Les énergies renouvelables en transition : de leur acceptabilité sociale à leur faisabilité sociotechnique », *Revue de l'Energie*, décembre.